

Egalisatiefonds voor begrotingen (Fonds)

• ONTVANGSTEN

Vooruitzichten	0
Aangerekende ontvangsten	0
Verschil tussen vooruitzichten en aangerekende ontvangsten	0
Kredieten toegekend door de begrotingsdecreten	0
Aangerekende uitgaven	0
Bedrag van de te annuleren kredieten	0

• RESULTAAT

Resultaat van ontvangsten en uitgaven van het Fonds	0
- Ontvangsten van het jaar	0
- verminderd met de uitgaven	0

Overeenkomstig artikel 6, § 3, van de wet van 16 maart 1954 worden de rekeningen van de instellingen van categorie A opgesteld onder het toezicht van de minister waaronder zij ressorteren en maken zij het voorwerp uit van een ontwerp van begrotingsregeling.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Brussel, 27 april 2020.

De Minister-President,

P.-Y. JEHOLET

De Vice-President en Minister van Begroting, Ambtenarenzaken,
Gelijke Kansen en belast met het toezicht op "Wallonie-Bruxelles Enseignement",

Fr. DAERDEN

De Vice-President en Minister van Kind,
Gezondheid, Cultuur, Media en Vrouwenrechten,

B. LINARD

De Minister van Hoger Onderwijs, Onderwijs voor Sociale Promotie, Universitaire Ziekenhuizen,
Hulpverlening aan de Jeugd, Justitiehuzen, Jeugd, Sport en de Promotie van Brussel,

V. GLATIGNY

De Minister van Onderwijs,

C. DESIR

Nota

(1) *Zitting 2019-2020*

Stukken van het Parlement. - Ontwerp van decreet, nr.64-1 – Commissieverslag, nr.64-2. Tekst aangenomen tijdens de plenaire zitting, nr.64-3.

Integraal verslag - Bespreking en aanneming - Vergadering van 27 april 2020.

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

[C – 2020/30916]

**27 AVRIL 2020. — Décret contenant le règlement définitif
du budget de la Communauté française pour l'année budgétaire 2015 (1)**

Le Parlement de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

**PREMIERE PARTIE. — SERVICES D'ADMINISTRATION
GENERALE DU MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANCAISE**

ANNEE BUDGETAIRE 2015

CHAPITRE 1^{er}. — Engagements effectués en exécution du budget

§ 1^{er}. Fixation des crédits d'engagement

Article 1^{er}. Les crédits d'engagement alloués par les décrets budgétaires pour l'année budgétaire 2015, s'élèvent à 9.739.627.000,00 euros.

§ 2 Fixation des engagements à charge des crédits d'engagement

Art. 2. Les engagements de dépenses imputés à charge de ces crédits s'élèvent à 9.637.334.433,55 euros

Art. 3. Les articles 8 et 9 du dispositif du décret du 17 décembre 2014 contenant le budget des dépenses de la Communauté française pour l'année budgétaire 2015 ont autorisé l'engagement des rémunérations des personnels administratif et enseignant en cas d'insuffisance ou d'absence de crédits d'engagements.

Il a été fait usage de cette autorisation pendant l'exercice 2015 à concurrence de 14.817.481,56 d'euros.

Pour couvrir ces engagements de l'année budgétaire 2015 effectuées au-delà ou en l'absence de crédits, il est accordé des crédits complémentaires s'élevant à 14.817.481,56 euros.

Art. 4. Les crédits d'engagement disponibles à la fin de l'année budgétaire s'élèvent à 102.292.566,45 euros Conformément aux dispositions de l'article 28 § 1^{er} du décret du 20 décembre 2011 portant organisation du budget et de la comptabilité des services du gouvernement, ce montant est annulé.

§ 3. Fixation des fonds budgétaires d'engagement

Art. 5. Les fonds budgétaires ont été estimés pour les engagements de l'année budgétaire 2015 à 83.151.000,00 euros.

Toutefois, conformément à l'article 7, 2^o, alinéa trois du décret du 20 décembre 2011 portant organisation du budget et de la comptabilité des services du gouvernement, les dépenses sont limitées par les recettes réellement perçues affectées aux fonds budgétaires augmentées, le cas échéant, du solde réel reporté de l'exercice précédent.

Les recettes réellement perçues pendant l'année s'établissent à 73.485.634,49 euros.

Compte tenu de ces recettes, du solde de départ au 1^{er} janvier 2015 qui s'établit à 49.921.629,08 euros et des annulations de visas s'établissant à 1.540.359,28 euros, le disponible en engagements à charge des fonds budgétaires s'élève pour l'année 2015 à 124.947.622,85 euros.

Par dérogation à l'article 7, 2^o alinéa trois du décret du 20 décembre 2011 portant organisation du budget et de la comptabilité des services du gouvernement, l'article 16 du décret du 17 décembre 2014 contenant le budget général des dépenses de la Communauté française de l'année budgétaire 2015 a autorisé des avances de trésorerie et la situation débitrice de certains fonds budgétaires.

§ 4. Fixation des engagements à charge des fonds budgétaires

Art. 6. Les engagements de dépenses à charge des fonds budgétaires d'engagement de l'année budgétaire 2015 s'élèvent à 76.721.797,58 euros.

Art. 7. Par suite des dispositions contenues dans les articles 5 et 6 ci-dessus, le disponible en fonds budgétaires d'engagement s'élève à la fin de l'année budgétaire 2015 à 48.225.825,27 euros.

Ce solde sera reporté à l'année budgétaire suivante.

CHAPITRE II. — Recettes et dépenses effectuées en exécution du budget

§ 1^{er} Fixation des recettes

Art. 8. Les prévisions de recettes en faveur de la Communauté française s'élèvent pour l'année budgétaire 2015 à la somme de 9.298.945.000,00 d'euros.

Art. 9. Les recettes budgétaires de l'année 2015 s'élèvent à 9.246.443.917,78 euros.

§ 2 Fixation des crédits de liquidations des dépenses

Art. 10. Les décrets budgétaires concernant l'année budgétaire 2015 ont accordé 9.740.281.000,00 d'euros pour la liquidation des dépenses

§ 3 Fixation de la situation des dépenses

Art. 11. Les dépenses imputées à charge de l'année budgétaire 2015 se montent à 9.611.644.744,05 euros

§ 4 Règlement des crédits

Art. 12. La comparaison entre les autorisations de dépenses (article 10) et les opérations imputées (article 11) fait ressortir une différence pour l'année budgétaire 2015 de 128.636.255,95 euros.

Art. 13. Les articles 8 et 9 du dispositif du décret du 17 décembre 2014 contenant le budget des dépenses de la Communauté française pour l'année budgétaire 2015 ont autorisé la liquidation des rémunérations des personnels administratif et enseignant en cas d'insuffisance ou d'absence de crédits d'engagements.

Il a été fait usage de cette autorisation pendant l'exercice 2015 à concurrence de 11.568.402,69 euros.

Pour couvrir ces dépenses de l'année budgétaire 2015 effectuées au-delà ou en l'absence de crédits, il est accordé des crédits complémentaires s'élevant à 11.568.402,69 euros.

Ces crédits sont répartis ainsi que mentionné au tableau III annexé.

Le total des crédits de liquidation alloués s'établit à 9.751.849.402,69 euros.

Art. 14. Par suite des articles 12 et 13, les crédits de liquidation disponibles à la fin de l'année budgétaire s'élèvent à 140.204.658,64 euros. Conformément aux dispositions de l'article 28 § 1^{er} du décret du 20 décembre 2011 portant organisation du budget et de la comptabilité des services du gouvernement, ce montant est annulé.

§ 5 Résultat général des recettes et des dépenses du budget 2015

Art. 15. Le résultat général du budget de l'année budgétaire 2015, établi conformément à l'article 29 § 4 du décret du 20 décembre 2011 portant organisation du budget et de la comptabilité des services du gouvernement, se présente comme suit :

Les recettes imputées en droits constatés s'élèvent à 9.246.443.917,78 euros

Les dépenses de liquidation s'élèvent à 9.611.644.744,05 euros

En conclusion, compte non tenu des fonds budgétaires,

Les dépenses excèdent les recettes de 365.200.826,27 euros

CHAPITRE III. — *Recettes et dépenses relatives aux fonds budgétaires*

§ 1. Fixation des recettes affectées

Art. 16. Les prévisions de recettes sur les subdivisions particulières ont été estimées à 80.538.000,00 euros.

Les recettes imputées de cette nature s'élèvent pour l'année budgétaire 2015 à 77.645.383,87 euros.

§ 2. Fixation des fonds budgétaires de liquidation

Art. 17. Les moyens en liquidation sur les fonds budgétaires sont estimés pour l'année budgétaire 2015 à 82.363.000,00 euros.

Toutefois, conformément à l'article 7,2°, alinéa trois du décret du 20 décembre 2011 portant organisation du budget et de la comptabilité des services du gouvernement, les dépenses sont limitées par les recettes réellement perçues affectées aux fonds budgétaires augmentées, le cas échéant, du solde réel reporté de l'exercice précédent.

Les recettes réellement perçues pendant l'année s'établissent à 73.485.634,49.

Compte tenu de ces recettes et du solde de départ au 1^{er} janvier 2015 qui s'établit à 60.787.696,88 euros, le disponible en liquidation à charge des fonds budgétaires s'élève pour l'année 2015 à 134.273.331,37 euros.

Par dérogation à l'article 7,2° alinéa trois du décret du 20 décembre 2011 portant organisation du budget et de la comptabilité des services du gouvernement, l'article 16 du décret du 17 décembre 2014 contenant le budget général des dépenses de la Communauté française de l'année budgétaire 2015 a autorisé des avances de trésorerie et la situation débitrice de certains fonds budgétaires.

§ 3. Fixation des dépenses à charge des fonds budgétaires

Art. 18. Les liquidations imputées à charge du disponible en liquidation sur les fonds budgétaires de l'année budgétaire 2015 s'élèvent à 70.196.464,65 euros.

Art. 19. Par suite des dispositions contenues dans les articles 17 et 18 ci-dessus, le disponible en liquidation sur les fonds budgétaires s'élève à la fin de l'année budgétaire 2015 à 60.787.696,88 euros. Ce solde sera reporté à l'année budgétaire suivante.

Art. 20. Le résultat des fonds budgétaires s'établit comme suit :

Les recettes imputées en droits constatés s'élèvent à 77.645.383,87 euros

Les dépenses de liquidation s'élèvent à 70.196.464,65 euros

En conclusion, les recettes excèdent les dépenses de 7.448.919,22 euros

CHAPITRE IV. — *Recettes et dépenses effectuées en exécution de la section particulière du budget*

Art. 21. Les décrets budgétaires de l'année 2015 ont évalué les recettes et dépenses pour la section particulière du budget de la Communauté française ainsi qu'il suit (en euros) :

- Recettes	3.646.492.000,00
- Dépenses	3.646.492.000,00

Art. 22. Les recettes ont été imputées à 118.378.338,00

Les dépenses ont été effectuées à 118.378.338,00

Solde de la section particulière : 0

CHAPITRE V. — *Résultat global*

Art. 23. Tous services réunis, budget, fonds budgétaires et section particulière, compte tenu des articles 15,20 et 22 du présent décret, le résultat global du budget 2015 se présente comme suit (en euros) :

Budget sensu stricto : -365.200.826,27

Fonds budgétaires : 7.448.919,22

Section particulière : 0

Total : -357.751.907,05

DEUXIEME PARTIE. — ORGANISMES D'INTERET PUBLIC DE LA CATEGORIE A

Wallonie-Bruxelles-International (WBI)

• RECETTES

Les prévisions, à 67.794.000

Les recettes imputées, à 65.640.822,58

La différence entre les prévisions et les recettes imputées, à 2.153.177,42

• DEPENSES

Les crédits alloués par les décrets budgétaires, à 67.264.000

Les dépenses imputées, à 63.139.970,72

• RESULTAT

Le résultat des recettes et des dépenses du C.G.R.I., à **2.500.851,86**

- soit les recettes de l'année, de 65.640.822,58

- moins les dépenses, de 63.139.970,72

Fonds d'égalisation des budgets (Fonds)

• RECETTES

Les prévisions, à	0
Les recettes imputées, à	0
La différence entre les prévisions et les recettes imputées, à	0
Les crédits alloués par les décrets budgétaires, à	0
Les dépenses imputées, à	0
Le montant des crédits à annuler, à	0

• RESULTAT

Le résultat des recettes et des dépenses du Fonds, à	0
- soit les recettes de l'année, de	0
- moins les dépenses, de	0

Conformément à l'article 6 § 3 de la loi du 16 mars 1954, les comptes des organismes de la catégorie A sont établis sous l'autorité du ministre dont ils relèvent et font l'objet d'un projet de règlement du budget.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 27 avril 2020.

P.-Y. JEHOLET,
Ministre-Président

Fr. DAERDEN,
Vice-Président et Ministre du Budget,
de la Fonction publique, de l'Égalité des chances et de la tutelle sur WBE

B. LINARD,
Vice-Présidente et Ministre de l'Enfance,
de la Santé, de la Culture, des Médias et des Droits des Femmes

V. GLATIGNY,
Ministre de l'Enseignement supérieur, de l'Enseignement de Promotion sociale, des Hôpitaux universitaires,
de l'Aide à la jeunesse, des Maisons de justice, de la Jeunesse, des Sports et de la Promotion de Bruxelles

C. DESIR,
Ministre de l'Éducation

—
Note

(1) *Session 2019-2020*

Documents du Parlement. – Projet de décret, n° 66-1. – Rapport de commission, n°66-2. – Texte adopté en séance plénière, n° 66-3.

Compte rendu intégral. – Discussion et adoption. – Séance du 27 avril 2020.

Tableau I

RECETTES**I.A.subdivisions générales**

Prévisions ajustées	9.298.945.000,00
Recettes imputées	9.246.443.917,78

I.B.subdivisions particulières

Prévisions ajustées	80.538.000,00
Recettes imputées	77.645.383,87

TOTAL RECETTES

Prévisions ajustées	9.379.483.000,00
Recettes imputées	9.324.089.301,65

DEPENSES**II.Engagements**

Crédits alloués	9.739.627.000,00
Engagements imputés	9.637.334.433,55
crédits complémentaires à solliciter	14.817.481,56
Crédits disponibles à la clôture de l'année budgétaire	102.292.566,45
crédits à annuler	102.292.566,45
encours maison de justice au 01/01/2015	731.411,21
encours au 01/01/2015 reporté de 2014	294.738.727,90
réductions de visas	27.076.099,12

III.Liquidations

Crédits alloués	9.740.281.000,00
Crédits complémentaires à solliciter	11.568.402,69

Tableau I

total des crédits	9.751.849.402,69
Dépenses imputées	9.611.644.744,05
Crédits disponibles à la clôture de l'année budgétaire	140.204.658,64
crédits à annuler	140.204.658,64
solde de dépenses demeurant à liquider	308.901.211,05
(encours 01/01 +engagements -dépenses imputées moins réduction de visa-crédits complémentaires)	
IV.Fonds budgétaires	
engagements	
Disponible au 01/01/2015	49.921.629,08
réductions de visas	1.540.359,28
Recettes perçues de l'année	73.485.634,49
total du disponible	124.947.622,85
engagements	76.721.797,58
disponible en engagements au 31/12/2015	48.225.825,27
encours au 01/01/2015	10.866.067,80
liquidations	
Disponible au 01/01/2015	60.787.696,88
Recettes perçues de l'année	73.485.634,49
total du disponible	134.273.331,37
liquidations	70.196.464,65
disponibles en liquidations au 31/12/2015	64.076.866,72
solde de dépenses demeurant à liquider	15.851.041,45
(encours 01/01 +engagements -dépenses imputées moins réduction de visa)	

Tableau I

V RESULTATS BUDGETAIRES DE L'ANNEE**RESULTAT 1 CREDITS**

recettes générales constatées imputées	9.246.443.917,78
dépenses liquidées sur crédits de liquidation	9.611.644.744,05
solde des recettes sur les dépenses	-365.200.826,27
solde de dépenses demeurant à liquider	308.901.211,05

RESULTAT 2 FONDS BUDGETAIRES

recettes constatées sur fonds budgétaires	77.645.383,87
dépenses liquidées sur fonds budgétaires	70.196.464,65
solde des recettes sur les dépenses	7.448.919,22
solde de dépenses demeurant à liquider	15.851.041,45

RESULTAT 1+2

recettes	9.324.089.301,65
dépenses	9.681.841.208,70
solde général de l'exercice	-357.751.907,05
solde de dépenses demeurant à liquider	324.752.252,50

SECTION PARTICULIERE

prévision de recettes	3.646.492.000,00
recettes perçues	118.378.338,00
prévision de dépenses	3.646.492.000,00
dépenses effectuées	118.378.338,00
solde	0,00

Tableau II

I. ETAT DES ENGAGEMENTS SUR LES FONDS BUDGETAIRES DE L'ANNEE 2015

PREVISIONS	SOLDES AU 01.01.2015	RECETTES	DISPONIBLE GLOBAL	ENGAGEMENTS	SOLDE AU 31.12.2015
Chapitre I	0,00	24.463.000,00	24.463.000,00	24.463.000,00	0,00
Chapitre II	0,00	38.510.000,00	38.510.000,00	38.510.000,00	0,00
Chapitre III	0,00	20.178.000,00	20.178.000,00	20.178.000,00	0,00
TOTAL	0,00	83.151.000,00	83.151.000,00	83.151.000,00	0,00

TABLEAUX DU BUDGET	SOLDES REPORTEES	VISAS ANNULES	RECETTES EFFECTIVES		DISPONIBLE GLOBAL		ENGAGEMENTS		DISPONIBLE EN ENGAGEMENTS AU 31.12.2015
Chapitre I	9.516.375,12	0,00	23.008.069,27	32.524.444,39	22.612.401,01	9.912.043,38			
Chapitre II	26.877.646,12	433.919,79	26.182.804,43	53.494.370,34	30.016.357,27	23.478.013,07			
Chapitre III	13.527.607,84	1.106.439,49	24.294.760,79	38.928.808,12	24.093.039,30	14.835.768,82			
TOTAL	49.921.629,08	1.540.359,28	73.485.634,49	124.947.622,85	76.721.797,58	48.225.825,27			

PARLEMENT DE LA COMMUNAUTE FRANCAISE

II. ETAT DES LIQUIDATIONS SUR LES FONDS BUDGETAIRES DE L'ANNEE 2015

PREVISIONS	SOLDES AU 01.01.2015	RECETTES	DISPONIBLE GLOBAL	LIQUIDATIONS	SOLDE AU 31.12.2015
Chapitre I	0,00	24.463.000,00	24.463.000,00	24.463.000,00	0,00
Chapitre II	0,00	38.585.000,00	38.585.000,00	38.585.000,00	0,00
Chapitre III	0,00	19.315.000,00	19.315.000,00	19.315.000,00	0,00
TOTAL	0,00	82.363.000,00	82.363.000,00	82.363.000,00	0,00

TABLEAUX DU BUDGET	SOLDES REPORTEES	RECETTES EFFECTIVES	DISPONIBLE GLOBAL		LIQUIDATIONS		DISPONIBLE EN LIQUIDATIONS AU 31.12.2015
Chapitre I	9.899.262,50	23.008.069,27	32.907.331,77	22.725.372,94	10.181.968,83		
Chapitre II	29.863.188,47	26.182.804,43	56.045.992,90	29.817.115,79	26.228.877,11		
Chapitre III	21.025.245,91	24.294.760,79	45.320.006,70	17.653.975,92	27.666.030,78		
TOTAL	60.787.696,88	73.485.634,49	134.273.331,37	70.196.464,65	64.076.866,72		

Dépassements - 2015

Chap	DO	AB1	AB2	PA	Libellé allocation de base	Adm	Chap	TC	Disponible sur crédit de liquid.
1	11	11	10	01	PERSONNEL DETACHE ET PENSIONNE - DEPENSES DIVERSES	2	1	D	-647.540,01
1	11	11	12	01	INTERVENTION DANS LES FRAIS DE DEPLACEMENT DOMICILE-TRAVAIL	1	1	D	-51.585,22
1	11	11	04	01	PERSONNEL AUTRE QUE STATUTAIRE	1	1	D	-394.241,32
Total 11									-1.093.366,55
Total Chp 1									-1.093.366,55

Chap	DO	AB1	AB2	PA	Libellé allocation de base	Adm	Chap	TC	Disponible sur crédit de liquid.
2	22	33	17	21	AIDE A L'EDITION LITTERAIRE	4	2	D	-18.831,75
Total 22									-18.831,75
Total Chp 2									-18.831,75

Chap	DO	AB1	AB2	PA	Libellé allocation de base	Adm	Chap	TC	Disponible sur crédit de liquid.	
3	41	11	03	15	PERSONNEL STATUTAIRE	2	2	3	D	-59741,14
3	41	11	03	17	PERSONNEL STATUTAIRE	2	3	D	-13042,28	
3	41	11	03	16	PERSONNEL STATUTAIRE	2	3	D	-32138,13	
Total 41									-104921,55	

Chap	DO	AB1	AB2	PA	Libellé allocation de base	Adm	Chap	TC	Disponible sur crédit de liquid.
3	48	11	03	40	PERSONNEL STATUTAIRE	2	3	D	-596750,46
3	48	43	01	42	SUBVENTIONS-TRAITEMENTS	2	3	D	-38946,32
Total 48									-635696,78

Chap	DO	AB1	AB2	PA	Libellé allocation de base	Adm	Chap	TC	Disponible sur crédit de liquid.
3	50	11	03	41	PERSONNEL STATUTAIRE	2	3	D	-313910,53
3	50	11	03	40	TRAITEMENTS DES CHARGES DE MISSION	2	3	D	-43754,88
Total 50									-357665,41

Chap	DO	AB1	AB2	PA	Libellé allocation de base	Adm	Chap	TC	Disponible sur crédit de liquid.
3	51	11	03	41	PERSONNEL STATUTAIRE DU MATERNEL	2	3	D	-2172413,48
3	51	43	01	44	SUBVENTIONS-TRAITEMENTS DANS LE MATERNEL	2	3	D	-682775,81
Total 51									-2855189,29

Chap	DO	AB1	AB2	PA	Libellé allocation de base	Adm	Chap	TC	Disponible sur crédit de liquid.
3	52	44	01	45	SUBVENTIONS-TRAITEMENTS - ENSEIGNEMENT DE PLEIN EXERCICE	2	3	D	-5351439,84
3	52	43	01	44	SUBVENTIONS-TRAITEMENTS - ENSEIGNEMENT DE PLEIN EXERCICE	2	3	D	-96544,79
Total 52									-5447984,63

Chap	DO	AB1	AB2	PA	Libellé allocation de base	Adm	Chap	TC	Disponible sur crédit de liquid.
3	53	43	01	47	SUBVENTIONS-TRAITEMENTS DU PERSONNEL PARAMEDICAL	2	3	D	-291350,39
3	53	44	01	49	SUBVENTIONS-TRAITEMENTS DU PERSONNEL PARAMEDICAL	2	3	D	-88415,10
3	53	44	01	48	SUBVENTIONS-TRAITEMENTS DU PERSONNEL PEDAGOGIQUE	2	3	D	-18224,56
Total 53									-397590,05

Chap	DO	AB1	AB2	PA	Libellé allocation de base	Adm	Chap	TC	Disponible sur crédit de liquid.
3	55	43	24	61	SUBVENTIONS-TRAITEMENTS DE L'INTERCOMMUNALE D'ARCHITECTURE	2	3	D	-20294,59
3	55	11	03	60	PERSONNEL STATUTAIRE DE L'INSTITUT D'ARCHITECTURE - LA CAMBRE	2	3	D	-36345,68
3	55	11	03	41	PERSONNEL STATUTAIRE (MISES EN DISPONIBILITE)	2	3	D	-188731,65
Total 55									-245371,92

Chap	DO	AB1	AB2	PA	Libellé allocation de base	Adm	Chap	TC	Disponible sur crédit de liquid.
3	56	01	01	70	DEPENSES DE TOUTE NATURE EN RELATION AVEC LA MISE EN OEUVRE DE MESURES DE DISCRIMINATION POSITIVE	2	3	D	-348182,84
3	56	11	03	41	PERSONNEL STATUTAIRE	2	3	D	-27930,85
3	56	01	03	83	DEPENSES DE TOUTE NATURE EN RELATION AVEC LA MISE EN OEUVRE DU PROTOCOLE CISCOS	2	3	D	-14999,98
Total 56									-391113,67

Chap	DO	AB1	AB2	PA	Libellé allocation de base	Adm	Chap	TC	Disponible sur crédit de liquid.
3	57	01	01	72	SUBVENTIONS TRAITEMENTS POUR DES PERSONNELS DE L'ENSEIGNEMENT OFFICIEL SUBVENTIONNE ET LIBRE SUBVENTIONNE	2	3	D	-20168,43
3	57	43	01	50	SUBVENTIONS-TRAITEMENTS	2	3	D	-102,86
Total 57									-20271,09
Total Chp 3									-10456204,39

Total général									-11568402,69
----------------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--------------

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C - 2020/30916]

27 APRIL 2020. — Decreet houdende de eindregeling van de begroting van de Franse Gemeenschap voor het begrotingsjaar 2015 (1)

Het Parlement van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen, en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt:
EERSTE DEEL. — DIENSTEN ALGEMEEN BESTUUR VAN HET MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP
BEGROTINGSJAAR 2015

HOOFDSTUK I. — *Vastleggingen verricht ter uitvoering van de begroting*

§ 1. Vaststelling van de vastleggingskredieten

Artikel 1. De vastleggingskredieten toegekend per begrotingsdecreten voor het begrotingsjaar 2015, bedragen 9.739.627.000,00 euro.

§ 2 Vaststelling van de vastleggingen ten laste van de vastleggingskredieten

Art. 2. De uitgavenvastleggingen aangerekend ten laste van deze kredieten bedragen 9.637.334.433,55 euro

Art. 3. In de artikelen 8 en 9 van het decreet van 17 december 2014 houdende de uitgavenbegroting van de Franse Gemeenschap voor het begrotingsjaar 2015 is de vastlegging van de bezoldigingen van het administratief en onderwijzend personeel toegestaan in geval van ontoereikende of ontbrekende vastleggingskredieten.

Deze machtiging werd in het boekjaar 2015 gebruikt ten belope van 14.817.481,56 euro.

Ter dekking van deze vastleggingen voor het begrotingsjaar 2015 die boven of bij ontstentenis van kredieten worden gedaan, worden aanvullende kredieten ten bedrage van 14.817.481,56 euro toegestaan.

Art. 4. De op het einde van het begrotingsjaar beschikbare vastleggingskredieten bedragen 102.292.566,45 euro Overeenkomstig de bepalingen van artikel 28 § 1 van het decreet van 20 december 2011 houdende regeling van de begroting en de boekhouding van de Diensten van de Regering, wordt het bedrag geannuleerd.

§ 3. Vaststelling van de begrotingsfondsen voor vastleggingen

Art. 5. De begrotingsfondsen voor vastleggingen in het begrotingsjaar 2015 zijn geraamd op 83.151.000,00 euro.

Overeenkomstig artikel 7,2°, derde lid, van het decreet van 20 december 2011 houdende regeling van de begroting en de boekhouding van de Diensten van de Regering, worden de uitgaven evenwel beperkt door de werkelijk geïnde ontvangsten die aan de begrotingsfondsen worden toegewezen, in voorkomend geval vermeerderd met het werkelijke saldo dat van het vorige begrotingsjaar is overgedragen.

De werkelijk geïnde ontvangsten gedurende het jaar bedragen 73.485.634,49 euro.

Rekening houdend met deze ontvangsten, het oorspronkelijke saldo op 1 januari 2015 van 49.921.629,08 euro en de annulering van visa ten belope van 1.540.359,28 euro, bedraagt het beschikbare bedrag aan vastleggingen ten laste van de begrotingsfondsen voor het jaar 2015 124.947.622,85 euro.

In afwijking van artikel 7,2°, derde lid, van het decreet van 20 december 2011 houdende regeling van de begroting en de boekhouding van de Diensten van de Regering, werden in artikel 16 van het decreet van 17 december 2014 houdende de uitgavenbegroting van de Franse Gemeenschap voor het begrotingsjaar 2015 de thesaurievoorshotten en de debettoestand van sommige begrotingsfondsen toegestaan.

§ 4. Vaststelling van de vastleggingen ten laste van de begrotingsfondsen

Art. 6. De uitgavenvastleggingen ten laste van de begrotingsfondsen voor vastleggingen van het begrotingsjaar 2015 bedragen 76.721.797,58 euro.

Art. 7. Naar aanleiding van de bepalingen van de artikelen 5 en 6 hierboven, bedragen de beschikbare middelen aan begrotingsfondsen voor vastleggingen 48.225.825,27 euro op het einde van het begrotingsjaar 2015.

Dit saldo wordt naar het volgende begrotingsjaar overgedragen.

HOOFDSTUK II. — *Ontvangsten en uitgaven verricht ter uitvoering van de begroting*

§ 1 Vaststelling van de ontvangsten

Art. 8. De voorziene ontvangsten ten bate van de Franse Gemeenschap bedragen voor het begrotingsjaar 2015 een som van 9.298.945.000,00 euro.

Art. 9. De begrotingsontvangsten van het jaar 2015 bedragen 9.246.443.917,78 euro.

§ 2 Vaststelling van de vereffeningkredieten van de uitgaven

Art. 10. De begrotingsdecreten betreffende het begrotingsjaar 2015 hebben een bedrag van 9.740.281.000,00 euro voor de vereffening van de uitgaven toegestaan.

§ 3 Vaststelling van de uitgaventoestand

Art. 11. De uitgaven aangerekend ten laste van het begrotingsjaar 2015 bedragen 9.611.644.744,05 euro.

§ 4 Regeling van de kredieten

Art. 12. De vergelijking tussen de uitgavenmachtigingen (artikel 10) en de aangerekende verrichtingen (artikel 11) doet een verschil uitkomen voor het begrotingsjaar 2015 van 128.636.255,95 euro.

Art. 13. In de artikelen 8 en 9 van het decreet van 17 december 2014 houdende de uitgavenbegroting van de Franse Gemeenschap voor het begrotingsjaar 2015 is de vereffening van de bezoldigingen van het administratief en onderwijzend personeel toegestaan in geval van ontoereikende of ontbrekende vastleggingskredieten.

Deze machtiging werd in het boekjaar 2015 gebruikt ten belope van 11.568.402,69 euro.

Ter dekking van deze uitgaven voor het begrotingsjaar 2015 die boven of bij ontstentenis van kredieten worden gedaan, worden aanvullende kredieten ten bedrage van 11.568.402,69 euro toegestaan.

Deze kredieten worden volgens tabel III als bijlage onderverdeeld.

Het totaalbedrag van de toegekende vereffeningskredieten bedraagt 9.751.849.402,69 euro.

Art. 14. Naar aanleiding van de artikelen 12 en 13, bedragen de op het einde van het begrotingsjaar beschikbare vereffeningskredieten 140.204.658,64 euro. Overeenkomstig de bepalingen van artikel 28 § 1 van het decreet van 20 december 2011 houdende regeling van de begroting en de boekhouding van de Diensten van de Regering, wordt het bedrag geannuleerd.

§ 5 Algemeen ontvangsten- en uitgavenresultaat van de begroting 2015

Art. 15. Het algemeen resultaat van de begroting voor het begrotingsjaar 2015, vastgesteld overeenkomstig artikel 29 § 4 van het decreet van 20 december 2011 houdende regeling van de begroting en de boekhouding van de Diensten van de Regering, wordt als volgt opgesteld:

De ontvangsten aangerekend als vastgestelde rechten bedragen 9.246.443.917,78 euro

De vereffeningsuitgaven bedragen 9.611.644.744,05 euro

Als conclusie, indien geen rekening wordt gehouden met de begrotingsfondsen, overtreffen de uitgaven de ontvangsten met 365.200.826,27 euro

HOOFDSTUK III. — *Ontvangsten en uitgaven betreffende de begrotingsfondsen*

§ 1. Vaststelling van de aangewende ontvangsten

Art. 16. De voorziene ontvangsten voor de afzonderlijke subafdelingen werden geraamd op 80.538.000,00 euro.

De aangerekende ontvangsten van deze aard voor het begrotingsjaar 2015 bedragen 77.645.383,87 euro.

§ 2. Vaststelling van de vereffeningsbegrotingsfondsen

Art. 17. De vereffeningsmiddelen op de begrotingsfondsen worden voor het begrotingsjaar 2015 geraamd op 82.363.000,00 euro.

Overeenkomstig artikel 7,2°, derde lid, van het decreet van 20 december 2011 houdende regeling van de begroting en de boekhouding van de Diensten van de Regering, worden de uitgaven evenwel beperkt door de werkelijk geïnde ontvangsten die aan de begrotingsfondsen worden toegewezen, in voorkomend geval vermeerderd met het werkelijke saldo dat van het vorige begrotingsjaar is overgedragen.

De werkelijk in de loop van het jaar geïnde ontvangsten bedragen 73.485.634,49 euro.

Rekening houdend met deze ontvangsten en met het beginsaldo op 1 januari 2015 van 60.787.696,88 euro, bedraagt het voor vereffening beschikbare bedrag ten laste van de begrotingsfondsen voor 2015 134.273.331,37 euro.

In afwijking van artikel 7,2°, derde lid, van het decreet van 20 december 2011 houdende regeling van de begroting en de boekhouding van de Diensten van de Regering, werden in artikel 16 van het decreet van 17 december 2014 houdende de uitgavenbegroting van de Franse Gemeenschap voor het begrotingsjaar 2015 de thesaurievoor-schotten en de debettoestand van sommige begrotingsfondsen toegestaan.

§ 3. Vaststelling van de uitgaven ten laste van de begrotingsfondsen

Art. 18. De vereffeningen aangerekend ten laste van de vereffeningsmiddelen op de begrotingsfondsen in het begrotingsjaar 2015 bedragen 70.196.464,65 euro.

Art. 19. Naar aanleiding van de bepalingen van de artikelen 17 en 18 hierboven, bedragen de vereffeningsmid-delen op de begrotingsfondsen op het einde van het begrotingsjaar 2015 60.787.696,88 euro. Dit saldo wordt naar het volgende begrotingsjaar overgedragen.

Art. 20. Het resultaat van de begrotingsfondsen wordt als volgt opgesteld:

De ontvangsten aangerekend als vastgestelde rechten bedragen 77.645.383,87 euro

De vereffeningsuitgaven bedragen 70.196.464,65 euro

Als conclusie kan worden gesteld dat de ontvangsten de uitgaven met 7.448.919,22 euro overtreffen.

HOOFDSTUK IV. — *Ontvangsten en uitgaven verricht ter uitvoering van de afzonderlijke sectie van de begroting*

Art. 21. De begrotingsdecreten van het jaar 2015 hebben de ontvangsten en uitgaven voor de afzonderlijke sectie van de begroting van de Franse Gemeenschap geraamd als volgt (in euro) :

- Ontvangsten	3.646.492.000,00
- Uitgaven	3.646.492.000,00
Art. 22. Aangerekende ontvangsten	118.378.338,00
Gemaakte uitgaven	118.378.338,00
Saldo van de afzonderlijke sectie :	0

HOOFDSTUK V. — *Globaal resultaat*

Art. 23. Alle diensten samen, begroting, begrotingsfondsen en afzonderlijke sectie, rekening houdend met de artikelen 15,20 en 22 van dit decreet, geeft het globaal resultaat van de begroting 2015 (in euro) :

Begroting sensu stricto : -365.200.826,27

Begrotingsfondsen : 7.448.919,22

Afzonderlijke sectie : 0

Totaal : -357.751.907,05

TWEEDE DEEL. — INSTELLINGEN VAN OPENBAAR NUT VAN CATEGORIE A

Wallonie-Bruxelles-International (WBI)

• ONTVANGSTEN

Vooruitzichten	67.794.000
Aangerekende ontvangsten	65.640.822,58
Verschil tussen vooruitzichten en aangerekende ontvangsten	2.153.177,42

• UITGAVEN

Kredieten toegekend door de begrotingsdecreten	67.264.000
Aangerekende uitgaven	63.139.970,72

• RESULTAAT

Resultaat van ontvangsten en uitgaven van C.G.R.I.	2.500.851,86
- Ontvangsten van het jaar	65.640.822,58
- verminderd met de uitgaven	63.139.970,72

Egalisatiefonds voor begrotingen (Fonds)

• ONTVANGSTEN

Vooruitzichten	0
Aangerekende ontvangsten	0
Verschil tussen vooruitzichten en aangerekende ontvangsten	0

Kredieten toegekend door de begrotingsdecreten	0
--	---

Aangerekende uitgaven	0
-----------------------	---

Bedrag van de te annuleren kredieten	0
--------------------------------------	---

• RESULTAAT

Resultaat van ontvangsten en uitgaven van het Fonds	0
- Ontvangsten van het jaar	0
- verminderd met de uitgaven	0

Overeenkomstig artikel 6, § 3, van de wet van 16 maart 1954 worden de rekeningen van de instellingen van categorie A opgesteld onder het toezicht van de minister waaronder zij ressorteren en maken zij het voorwerp uit van een ontwerp van begrotingsregeling.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.
Brussel, 27 april 2020.

P.-Y. JEHOLET,
Minister-President

Fr. DAERDEN,
Vice-President en Minister van Begroting,
Ambtenarenzaken, Gelijke Kansen en het toezicht op WBE

B. LINARD,
Vice-President en Minister van Kind,
Gezondheid, Cultuur, Media en Vrouwenrechten

V. GLATIGNY,
Minister van Hoger Onderwijs, Onderwijs voor Sociale Promotie, Universitaire Ziekenhuizen,
Hulpverlening aan de Jeugd, Justitiehuisen, Jeugd, Sport en de Promotie van Brussel

C. DESIR,
Minister van Onderwijs

—
Nota

(1) *Zitting 2019-2020*

Stukken van het Parlement. - Ontwerp van decreet, nr.66-1. - Commissieverslag, nr.66-2. - Tekst aangenomen tijdens de plenaire zitting, nr.66-3.

Integraal verslag - Bespreking en aanneming - Vergadering van 27 april 2020.